

La rencontre orientée et inutile des dits partenaires de l'éducation

Montréal, le 10 décembre 2010 – La Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU), qui a accepté d'y participer de bonne foi, tient à manifester sa grande déception à l'issue de la rencontre sur l'avenir des universités convoquée par les ministres Raymond Bachand et Line Beauchamp. Le cadre imposé par le document de réflexion du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport orientait beaucoup trop étroitement les questions à débattre, si bien que peu de réflexions pouvaient en émerger et que des conclusions semblaient écrites d'avance. Du reste, ce document de 70 pages nous est parvenu six jours ouvrables avant la rencontre et il contenait plusieurs données chiffrées inexactes. De plus, la liste des « partenaires invités » plaçait les représentantes et représentants de la communauté académique en minorité face aux gestionnaires des universités et au milieu des affaires. Ainsi, une délégation de quatre professeurs, à peine, était invitée à cette occasion.

Malgré les efforts du monde syndical et du milieu étudiant, il n'a pas été possible de faire entendre convenablement la voix de ceux et celles qui, au quotidien, enseignent, étudient et soutiennent les activités académiques dans les universités québécoises. Il importait, pourtant, que puissent s'exprimer pleinement ceux et celles qui ont subi au fil des ans la détérioration des conditions d'enseignement et de recherche, notamment à cause de dérives immobilières et d'une compétition outrancière entre les établissements dans une course à la « clientèle ».

À la suite des ateliers tenus en avant-midi, où n'ont pu qu'être effleurées une série de questions orientées et où ont été ignorés des aspects majeurs quant au financement et à l'avenir des universités, la FQPPU a jugé inutile la poursuite de la rencontre.

Pour constituer un véritable forum où traiter de l'avenir de l'université québécoise et de sa contribution au développement du Québec, il faut élargir le débat et poser, au départ, les principes de sa mission fondamentale, s'interroger sur la manière d'assurer le respect de cette mission, sur le rôle que doivent y jouer les professeurs, les chargés de cours, les personnels non enseignants, les administrateurs et les étudiants. À l'heure où les universités sont soumises à des pressions énormes de la part des gouvernements et du secteur privé, où on les rend dépendantes des subventions de recherche et des commandites, où elles sont convoitées par des entreprises qui y voient une occasion d'affaires, où elles sont invitées à participer à une compétition effrénée pour s'attirer un plus grand nombre d'étudiants et des revenus supplémentaires, il y a lieu de considérer l'ensemble de la situation. Il faut impérativement examiner, entre autres, les règles de gestion des fonds de fonctionnement et d'immobilisations ainsi que les conditions de la recherche, laquelle joue un rôle déterminant à l'université, surtout aux cycles supérieurs, et qui risque une réorientation importante avec la disparition du Conseil de la science et de la technologie et la fusion des trois fonds de recherche québécois.

La FQPPU réaffirme la nécessité d'un plus vaste débat, sous la forme d'États généraux, pour établir un plan de développement à long terme de l'ensemble des universités québécoises. La FQPPU regroupe 15 syndicats et associations rassemblant quelque 5 000 professeures et professeurs des universités du Québec.

- 30 -